



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/2001/NGO/143
13 février 2001

Original: ANGLAIS ET
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 11 c) de l'ordre du jour provisoire

DROITS CIVILS ET POLITIQUES ET, NOTAMMENT:
LIBERTÉ D'EXPRESSION

Exposé écrit*/ présenté par Reporters sans frontières-International, organisation non
gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la
résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[1 février 2001]

*/ Exposé écrit publié tel quel, en anglais et français, sans avoir été revu par les
services d'édition.

Afghanistan

Les taliban et la presse

Un pays sans images et sans informations

Introduction

Dans la nuit du 26 septembre 1996, les taliban entrent dans Kaboul et prennent le contrôle de la capitale de l'Afghanistan. Une de leurs premières mesures est la mise sous scellés des locaux de la télévision nationale et l'interdiction de toute émission télévisuelle. Quatre ans après leur prise du pouvoir, les taliban et leurs alliés contrôlent plus de 90% du territoire national. Leurs dernières victoires militaires risquent de faire tomber irrémédiablement les vallées tenues par l'opposition, et notamment celle du Panshir où s'est réfugié le commandant Massoud. A Kaboul, l'ordre règne. L'Afghanistan s'appelle désormais l'Emirat islamique d'Afghanistan et la loi en vigueur est la Charia. Les taliban ont imposé des réformes radicales, notamment sur le statut des femmes. La liberté de la presse, déjà malmenée par les prédécesseurs des taliban, a disparu. La télévision est toujours fermée et le bâtiment est devenu une caserne. L'unique radio couvrant l'ensemble du territoire ne diffuse que des émissions religieuses - où même la musique n'a pas lieu d'être - et la propagande officielle. La presse écrite - il n'y a pas plus de dix publications dans tout le pays - est contrôlée par le régime. Seuls les médias de l'extérieur, renforcés par les dizaines de journalistes exilés, tentent d'informer une population manipulée par les "étudiants en théologie".

Les taliban n'ont pas hésité à assassiner des journalistes afghans réfugiés au Pakistan. Des dizaines d'autres ont été menacés pour s'être opposés, dans leurs écrits, à la domination des taliban sur le pays. Cet acharnement contre la liberté de la presse est justifié par des préceptes religieux hérités des enseignements dispensés dans les "madrasas", ces écoles coraniques du Pakistan. Le risque d'une "talibanisation" du Pakistan, et surtout de la Province de la frontière du Nord-Ouest, s'accroît au moment même où les mouvements religieux pakistanaïes ont entamé un bras de fer avec le gouvernement militaire du général Pervez Musharraf sur le dossier des télévisions câblées.

Une presse sacrifiée

La prise du pouvoir par les taliban, en 1996, marque une reprise en main totale de la presse : les journalistes fuient par dizaines et des nouvelles équipes, composées de miliciens, de "conseillers pakistanais" et d'anciens journalistes, sont mises en place. Les miliciens taliban vont arrêter les journalistes qui n'ont pas réussi à fuir ou se cacher. **Khalil Rostaqi**, intellectuel et journaliste au journal *Mayan*, est arrêté une semaine après la prise de Kaboul. Il sera détenu six mois par les miliciens taliban. Au même moment, **Abdulhanan Rahimi**, journaliste de la télévision nationale, est arrêté à son domicile. Accusé d'être un espion du commandant Massoud et d'avoir fait des "*reportages hostiles aux taliban*", il est détenu pendant cinq mois dans une cave avec trois autres personnes. Avant de le libérer, l'un de ses geôliers le menace : "*Si on t'arrête une seconde fois, c'est la mort.*"

Un journaliste afghan, revenu depuis peu de Kaboul, est catégorique : "*Aujourd'hui, il n'existe plus de journalistes en Afghanistan. Ils font un travail de religieux. Il leur est formellement interdit d'écrire quoi que ce soit.*" Un de ses collègues, exilé en France, porte le même jugement sur les journalistes de l'unique station du pays, *Radio Charia* : "*Ils diffusent douze heures de programme par jour sans aucun contenu journalistique et aucune chanson. Vous*

avez en alternance des prêches et des débats religieux, et de la propagande où ils insultent Massoud et les Américains."

Un pays sans images

Il est interdit de photographier l'émir de l'Afghanistan, Mollah Mohammed Omar, sous peine d'être condamné à mort. Les journalistes étrangers qui ont couvert l'Afghanistan depuis 1996 témoignent de la nervosité des miliciens vis-à-vis des appareils photographiques et des caméras, les "boîtes du diable". *"Si nous avions eu notre caméra sur nous, ils nous auraient tués"*, raconte **Salim Safi**, un journaliste pakistanais de l'agence de presse *News Network International*, arrêté en septembre 1999, avec un autre reporter. Après avoir couvert une réunion de l'opposition dans le nord du pays, le journaliste avait préféré confier sa caméra à un ami afghan qui l'avait acheminée jusqu'à Peshawar. Les taliban les ont accusés d'être entrés illégalement sur le territoire afghan et d'être des *"espions à la solde des Iraniens"*. Salim Safi raconte que l'un des miliciens l'a menacé : *"Tu es un journaliste connu. Et alors ? Tu seras mort mais personne ne le saura."*

En ce qui concerne la télévision, les taliban ne semblent pas prêts à autoriser de nouveau la diffusion de programmes. Abdul Hai Mutmaeen, le ministre de l'Information et de la Culture de la province de Kandahar (est du pays), a déclaré, en août 2000, à un journaliste étranger qu'il *"n'était pas question de lever l'interdiction de la télévision"*.

La presse étrangère sous contrôle

Le 27 février 1997, le ministre de l'Information et de la Culture a annoncé l'interdiction de vendre des livres et des magazines édités à l'étranger. Dans les faits, seuls quelques ministères, les représentations diplomatiques, certains journalistes étrangers ou des organisations internationales sont autorisés à recevoir ces journaux. Certains Afghans tentent malgré tout de se procurer des journaux étrangers. *Wahdat* serait distribué sous le manteau. *"J'ai vu des étudiants enfouir des journaux pakistanais dans leur pantalon de peur d'être vus avec. Ils savent qu'ils prennent un gros risque"*, témoigne un Pakistanais revenu récemment de Jalalabad.

Les journalistes iraniens, et tous ceux accusés d'être *"des espions à la solde de Téhéran"*, sont également la cible des Taliban. Le 7 août 1998, **Mahmoud Saremi**, correspondant de l'agence officielle iranienne *IRNA*, et huit diplomates iraniens sont assassinés par des miliciens taliban dans le consulat d'Iran à Mazar-i-Sharif, ville du nord du pays. Leurs corps auraient été laissés sur place pendant deux jours puis jetés dans une fosse commune.

Les journalistes étrangers soumis à une réglementation draconienne

Les miliciens taliban n'ont jamais hésité à agresser ou à menacer des journalistes étrangers. Ainsi, un mois à peine après leur entrée dans Kaboul, des combattants taliban interpellaient et passaient à tabac deux journalistes argentins accusés d'avoir essayé d'interviewer des femmes. En tout, plus de vingt-cinq journalistes étrangers ont été arrêtés par les miliciens taliban depuis septembre 1996.

Les autorités ont également imposé, au mois d'août 2000, une réglementation très stricte pour les correspondants de la presse étrangère et les envoyés spéciaux. La première de ces règles est de publier des informations qui *"rendent compte de la réalité afghane"* et ne choquent pas *"le sentiment des gens"*. Selon ce texte issu du Département de l'information et de la culture (DIC), les journalistes étrangers ne sont pas autorisés à *"entrer dans des maisons privées"*,

"interviewer une femme afghane sans la permission du DIC", "prendre des photos ou filmer un être humain". Les reporters sont également obligés d'informer le DIC de leurs déplacements en dehors de Kaboul et de respecter les "zones interdites" du pays. Les autorités imposent également aux correspondants de la presse étrangère de ne travailler qu'avec des traducteurs ou des assistants locaux autorisés par le DIC, de faire enregistrer auprès du ministère compétent leurs équipements de travail et de renouveler leur autorisation de travail tous les ans.

Menaces contre les journalistes exilés

Après la prise de Kaboul et de Jalalabad par les taliban, la majorité des journalistes fuient le pays vers les zones contrôlées par l'opposition, le Pakistan, l'Iran ou le Tadjikistan. Selon **Latif Pedram**, l'un des fondateurs de la revue *Subh Omid* (Le matin de l'espoir), qui s'est caché dès l'arrivée des taliban de peur d'être "décapité", *"l'exil est devenu la seule manière de survivre quand on est un journaliste afghan"*. Les exilés qui ont fui les taliban retrouvent ceux qui ont échappé aux communistes ou aux moudjahidin. Ils ont créé de nouveaux médias ou travaillent pour les cinq radios internationales qui ont un service en persan. Ces dernières, et notamment la station britannique *BBC*, connaissent un grand succès en Afghanistan. Selon Latif Pedram, *"les radios internationales sont les seuls médias de masse que connaît l'Afghanistan. C'est une bouée de sauvetage en même temps qu'une fenêtre ouverte vers l'extérieur."*

Une fois à l'extérieur, ces journalistes ne sont pas pour autant en sécurité. Deux reporters afghans ont échappé de justesse à des tentatives d'assassinat au Pakistan depuis 1996. Au moins cinq autres ont été agressés ou menacés de mort. Les enquêtes de la police pakistanaise, souvent bâclées, n'ont pas permis d'identifier les coupables. Selon les journalistes afghans interrogés par Reporters sans frontières, les menaces viennent autant des taliban que des groupes religieux pakistanaïes et même des *"services secrets pakistanaïes qui travaillent main dans la main avec les maîtres de Kaboul."*

Une "talibanisation" du Pakistan ?

"Nous n'hésiterons pas à utiliser tous les moyens pour obliger le gouvernement à fermer les télévisions par câble dans le pays", menace Ehsan-ul-Haq, un des responsables du mouvement Islami Muttahida Inqilabi Mahaz qui rassemble vingt et une organisations islamistes pakistanaïes. Les mouvements religieux de ce pays ont déclenché, en juin 2000, une campagne contre les opérateurs de télévision câblée, autorisés par le gouvernement fédéral au début de l'année. Pour mobiliser leurs troupes contre les télévisions *"vulgaires et obscènes"*, les ulémas ont publié une fatwa qui demande aux musulmans de se lever contre le "diable", les opérateurs de chaînes par câble.

Les mouvements religieux pakistanaïes ont les moyens d'imposer leurs points de vue aux autorités locales. Pour cela, ils alternent pressions politiques, menaces, manifestations et actions de sabotage. Si l'existence d'une presse pluraliste, élément constitutif d'un islam pakistanaïe libéral, n'a jamais été publiquement remise en cause par les chefs religieux, on peut craindre que la revendication par ces derniers d'une application plus stricte de la Charia débouche sur des actes de censure.